



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-34068>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **25-34068**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité publique centrale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE ET PREVOYANCE DES MINISTÈRES SOCIAUX ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET AUTORITÉS ADMINISTRATIVES / PUBLIQUES ASSOCIÉS

**Description** : LOT 1 : ce lot porte sur la sélection d'un organisme proposant une complémentaire santé pour couvrir et gérer les risques santé à destination des agents des Ministères Sociaux, ainsi que ceux des établissements publics, autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes qui ont donné leur mandat à cet effet et dénommé ci-après pôle ministériel; LOT2 : ce lot porte sur la sélection d'un organisme assureur et gestionnaire pour la couverture facultative de prévoyance fixée par le décret du 20 octobre 2023 ainsi que de d'options complémentaires couvrant les garanties de frais d'obsèques et de dépendance.

**Identifiant de la procédure** : 27fc3a17-de34-40ec-8be0-0f5ae4b76f9f

**Avis précédent** : 39d63896-a3f6-45df-ba9d-551088071c84-02

**Identifiant interne** : PRA031348

**Type de procédure** : Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

**Principales caractéristiques de la procédure** : L'accord-cadre est passée sous la forme d'une procédure avec négociation, en application des articles L. 2124-1, L. 2124-3, R. 2124-1, R. 2124-3 4° et de R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique. La procédure avec négociation se déroulera en deux phases pour chaque lot : • La 1ère phase consiste à un appel à candidature pour sélectionner les candidats en fonction des critères sur les capacités de leur

entreprise indiqués à l'article 5.1.5 du présent document. • La 2ème phase consiste à inviter les candidats sélectionnés à l'issue de la 1ère phase à remettre une offre. Il est à noter que si le nombre de candidats est inférieur au maximum mentionné à l'article 5.1.5.2 du présent RC, l'ensemble des opérateurs ayant déposé une candidature, sous réserve de la recevabilité de celle-ci, seront invités à la phase 2 Offre et feront l'objet d'une notation.

#### 2.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66512200 Services d'assurance maladie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 66512000 Services d'assurances accidents et maladie

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Pays :** France

N'importe où dans le pays donné

**Informations complémentaires :** Pour l'ensemble des lots, les prestations seront exécutées sur tout le territoire de l'hexagone et ultramarins.

#### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 495,000,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 990,000,000 Euro

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** L'acheteur se réserve la possibilité de négocier suivant les considérations ci-après développées ou d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales (d'où l'intérêt pour les candidats de présenter leurs meilleures offres dès le départ). Le représentant du pouvoir adjudicateur peut négocier avec tous les candidats ayant déposé une offre et qui ont été classés au regard des critères de jugement des offres indiquées au règlement de consultation. L'accord-cadre est passé pour une durée ferme de 60 mois puis reconductibles 2 fois pour une période de 12 mois soit au total 84 mois. En application de l'article L2125-1 du code de la commande publique permettant aux accords-cadres de dépasser quatre ans justifiés, notamment par leur l'objet, les deux lots du présent Accord-cadre sont ainsi passé pour une durée de 84 mois soit 7 ans à compter de sa notification. La durée de 7 ans pour cet accord-cadre de complémentaire santé se justifie par les particularités liées à l'objet du marché et à l'exécution des prestations : Complexité de la mise en place initiale : La première année sera consacrée à la reprise des données informatiques et à la préparation opérationnelle, sans rémunération du titulaire. Cette phase préparatoire est indispensable pour assurer une transition fluide et sécurisée des données des bénéficiaires. Démarrage effectif des prestations en année 2 : Les prestations d'affiliation et de couverture santé ne débuteront qu'à partir de la deuxième année du contrat. Une durée de 6 ans d'exécution effective des prestations est nécessaire pour amortir les coûts de mise en place et assurer la stabilité du dispositif. Continuité et qualité des soins : Une durée prolongée permet d'assurer une meilleure continuité des soins pour les bénéficiaires, en évitant des changements fréquents de prestataire qui pourraient perturber la prise en charge. Stabilité financière : Une période plus longue permet une meilleure maîtrise des coûts et une stabilité des cotisations, bénéficiant ainsi aux agents couverts et à l'employeur public. Investissements du prestataire : Une durée de 7 ans incite le titulaire à investir dans des outils de gestion performants et des services innovants, améliorant la qualité

globale des prestations. Complexité du cadre réglementaire : La mise en oeuvre de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique s'inscrit dans un contexte réglementaire évolutif, nécessitant une période suffisamment longue pour s'adapter aux changements potentiels. Cette durée de 7 ans est donc proportionnée et nécessaire au regard de la nature spécifique des prestations de complémentaire santé dans le secteur public et des enjeux liés à leur mise en oeuvre efficace. Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 3 mois. La première période de 12 mois à compter de la date de notification correspond à la reprise des données. Les prestations s'exécuteront, telles que définies au cahier des charges de la phase offre, à partir du 1er janvier 2026.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

Procédure avec négociation - procédure avec négociation, passée en application des articles L. 2124-1, L. 2124-3, R. 2124-1, R. 2124-3 4° et de R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Lot 1 complémentaire santé

**Description :** ce lot porte sur la sélection d'un organisme proposant une complémentaire santé pour couvrir et gérer les risques santé à destination des agents des Ministère Sociaux, ainsi que ceux des établissements publics, autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes qui ont donné leur mandat à cet effet et dénommé ci-après pôle ministériel. Il donnera lieu à la signature de 3 conventions ; ->Une convention pour le régime de base (panier de soins); ->Une convention pour les garanties optionnelles (garanties complémentaires au panier de soins); ->Une convention pour le régime de base des agents affectés à l'étranger (panier de soins étranger);

**Identifiant interne :** 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66512200 Services d'assurance maladie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 66512000 Services d'assurances accidents et maladie

**Options :**

**Description des options :** En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut passer avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Pays :** France

N'importe où dans le pays donné

**Informations complémentaires :** Les prestations se déroulent dans tous les lieux où le ministère et les autres entités sont établis à savoir la France métropolitaine, les départements et régions d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer (DROM-COM) et à l'étranger (pour les agents affectés). La liste des entités bénéficiaires est présentée en annexe 6 au CCTP. Les réunions de coordination du marché pour lesquelles la présence d'un représentant du titulaire est requise ont lieu dans les locaux du ministère situés à Paris 15ème, 78 rue Olivier de Serres ou en visioconférence (à la demande de la personne publique).

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée : 84 Mois**

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements : 2**

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 450,000,000 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 900,000,000 Euro**

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires :** La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure avec négociation, en application des articles L. 2124-1, L. 2124-3, R. 2124-1, R. 2124-3 4° et de R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique. La procédure avec négociation se déroule en deux phases pour chaque lot : La 1ère phase consiste à un appel à candidature pour sélectionner les candidats en fonction des critères sur les capacités de leur entreprise. Cette première phase de candidature a fait l'objet des publications suivantes au JOUE et au BOAMP : - JOUE : avis n° 394287-2024 - BOAMP : avis n° 24-76728 La 2ème phase consiste à inviter les candidats sélectionnés à l'issue de la 1ère phase à remettre une offre. Il est à noter que si le nombre de candidats est inférieur au maximum mentionné à l'article 5.1.5.2 du RC de la phase candidature, l'ensemble des opérateurs ayant déposé une candidature, sous réserve de la recevabilité de celle-ci, seront invités à la phase 2 « Offre » et feront l'objet d'une notation. \_ Le marché est consultable sur simple demande à l'adresse Dfas-dadd-bpcp@sg.social.gouv.fr, sous réserve des secrets protégés par la loi. L'avis d'attribution du présent marché est rédigé et disponible en langue Française.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Sous-critère n°1 du critère 1 prix : frais de gestion

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 15

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Sous-critère n°2 du critère 1 prix: Tarification du socle

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 11

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Sous-critère n°3 du critère 1 prix: tarification des options

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 4

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 1 du critère 2 Qualité de gestion des contrats et services : Processus de gestion des affiliations, des dispenses et qualité des outils pour les RH et agents

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 13

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 2 du critère 2 Qualité de gestion des contrats et services : Engagements de qualité de gestion (cotisations / prestations)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 3 du critère 2 Qualité de gestion des contrats et services : Appui et moyens du déploiement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 5

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 1 du critère 3 Intégration et urbanisation SI: Qualité de la solution Espace Gestionnaire / Agents (utilisateurs)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 2 du critère 3 Intégration et urbanisation SI: Solution d'échanges : flux entre le SI de l'OC et les SI des ministères

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 1 du critère 4 Solidarité retraités - Action sociale et prévention : Richesse de l'offre : services inclus, services additionnels

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 4

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 2 du critère 4 Solidarité retraités - Action sociale et prévention : Gestion administrative : commission et attribution

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 3

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 3 du critère 4 Solidarité retraités - Action sociale et prévention : Optimisation du fond de solidarité

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 3

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 1 du critère 5 développement durable: Disposition sociale (diversité)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 4

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 2 du critère 5 développement durable: Disposition environnementale

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 2

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Critère 6 pilotage et maîtrise financière

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 6

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Précisions concernant les délais d'introduction de recours : 1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ; 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation

ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui signe le marché :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** Lot 2 prévoyance

**Description :** prévoyance fixée par le décret du 20 octobre 2023 ainsi que d'ptions complémentaires couvrant les garanties de frais d'obsèques et de dépendance. Il donnera lieu à la signature de 2 conventions; -> Une convention pour le régime à adhésion facultative défini par le décret du 20 octobre 2023 -> Une convention pour le régime des garanties optionnelles.

**Identifiant interne :** 2

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 66512200 Services d'assurance maladie

**Options :**

**Description des options :** En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut passer avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre.

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Pays :** France

N'importe où dans le pays donné

**Informations complémentaires :** Les prestations se déroulent dans tous les lieux où le ministère et les autres entités sont établis à savoir la France métropolitaine, les départements et régions d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer (DROM-COM) et à l'étranger (pour les agents affectés). La liste des entités bénéficiaires est présentée en annexe 6 au CCTP. Les réunions de coordination du marché pour lesquelles la présence d'un représentant du titulaire est requise ont lieu dans les locaux du ministère situés à Paris 15ème, 78 rue Olivier de Serres ou en visioconférence (à la demande de la personne publique).

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée : 84 Mois**

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements : 2**

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 45,000,000 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 90,000,000 Euro**

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires :** L'accord-cadre est passé pour une durée ferme de 60mois puis reconductibles 2 fois pour une période de 12 mois soit au total 84 mois. En application de l'article L2125-1 du code de la commande publique permettant aux accords-cadres de dépasser quatre ans justifiés, notamment par leur l'objet, les deux lots du présent Accord-cadre sont ainsi passé pour une durée de 84 mois soit 7 ans à compter de sa notification. La durée de 7 ans pour cet accord-cadre de complémentaire santé se justifie par les particularités liées à l'objet du marché et à l'exécution des prestations : Complexité de la mise en place initiale : La première année sera consacrée à la reprise des données informatiques et à la préparation opérationnelle, sans rémunération du titulaire. Cette phase préparatoire est indispensable pour assurer une transition fluide et sécurisée des données des bénéficiaires. Démarrage effectif des prestations en année 2 : Les prestations d'affiliation et de couverture santé ne débuteront qu'à partir de la deuxième année du contrat. Une durée de 6 ans d'exécution effective des prestations est nécessaire pour amortir les coûts de mise en place et assurer la stabilité du dispositif. Continuité et qualité des soins : Une durée prolongée permet d'assurer une meilleure continuité des soins pour les bénéficiaires, en évitant des changements fréquents de prestataire qui pourraient perturber la prise en charge. Stabilité financière : Une période plus longue permet une meilleure maîtrise des coûts et une stabilité des cotisations, bénéficiant ainsi aux agents couverts et à l'employeur public. Investissements du prestataire : Une durée de 7 ans incite le titulaire à investir dans des outils de gestion performants et des services innovants, améliorant la qualité globale des prestations. Complexité du cadre réglementaire : La mise en œuvre de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique s'inscrit dans un contexte réglementaire évolutif, nécessitant une période suffisamment longue pour s'adapter aux changements potentiels. Cette durée de 7 ans est donc proportionnée et nécessaire au regard de la nature spécifique des prestations de complémentaire santé dans le secteur public et des enjeux liés à leur mise en œuvre efficace. Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de

l'accord-cadre avec un préavis de 3 mois. La première période de 12 mois à compter de la date de notification correspond à la reprise des données. Les prestations s'exécuteront, telles que définies au cahier des charges de la phase offre, à partir du 1er janvier 2026.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Sous-critère n°1 de critère 1 prix : frais de gestion

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Sous-critère n°2 du critère 1 prix: Tarification du dispositif

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 1 du critère 2 qualité de gestion des contrats et services : Processus de gestion des affiliations et qualité des outils pour les RH et agents

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 8

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 2 du critère 2 qualité de gestion des contrats et services : Engagements de qualité de gestion (cotisations / prestations)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 9

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 3 du critère 2 qualité de gestion des contrats et services : Appui et moyens du déploiement

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 4

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 1 du critère 3 pilotage et maîtrise financière : Comptes de résultat

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description** : Sous-critère 2 du critère 3 pilotage et maîtrise financière : évaluation financière, projection d'impact et protocole financier

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 8

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Sous-critère 1 du critère 4 intégration et urbanisation SI : Qualité de la solution Espace Gestionnaire / Agents (utilisateurs)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Sous-critère 2 du critère 4 intégration et urbanisation SI : Solution d'échanges : flux entre le SI de l'OC et les SI des ministères

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 7

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Sous-critère 1 du critère 5 action sociale et prévention : Richesse de l'offre : services inclus, services additionnels

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 4

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Sous-critère 2 du critère 5 action sociale et prévention : Gestion administrative : commission et attribution

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 4

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Sous-critère 1 du Critère 6 Développement durable : Disposition sociale (diversité)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 4

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Sous-critère 2 du Critère 6 Développement durable : Disposition environnementale

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 2

## 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Précisions concernant les délais d'introduction de recours : 1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ; 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui signe le marché :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

## Section 6 - Résultats

**Valeur de tous les contrats attribués dans cet avis :** 59,400,000 Euro

### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0001

Au moins un lauréat a été choisi.

#### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom de la partie appelante :** Groupement MGAS lot 1

**Chef de file du soumissionnaire :** MUTUELLE GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES (MGAS)

**Nom officiel :** Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN), RELYENS MUTUAL INSURANCE, MNH - Mutuelle Nationale des Hospitaliers, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN), RELYENS MUTUAL INSURANCE

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** Offre LOT 1

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0001

**Valeur de l'offre :** 49,100,000 Euro

**L'offre a été classée :** oui

**Place sur la liste des lauréats :** 1

**L'offre est une variante :** non

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** PRA031348

**Titre :** PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE ET PREVOYANCE DES MINISTERES SOCIAUX ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUTORITES ADMINISTRATIVES / PUBLIQUES ASSOCIES

**Date à laquelle le lauréat a été choisi :** 23/01/2025

**Date de conclusion du marché :** 10/02/2025

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre :** oui

**Adresse du marché :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Organisation qui signe le marché :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

#### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 2

#### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0002

Au moins un lauréat a été choisi.

#### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom de la partie appelante :** GROUPEMENT MGAS lot 2

**Chef de file du soumissionnaire :** MUTUELLE GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES (MGAS)

**Nom officiel :** Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN), RELYENS MUTUAL INSURANCE, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN), RELYENS MUTUAL INSURANCE, RELYENS LIFE INSURANCE

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** Offre LOT 2

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0002

**Valeur de l'offre :** 10,300,000 Euro

**L'offre a été classée :** oui

**Place sur la liste des lauréats :** 1

**L'offre est une variante :** non

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** PRA031348

**Titre :** PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE ET PREVOYANCE DES  
MINISTERES SOCIAUX ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUTORITES  
ADMINISTRATIVES / PUBLIQUES ASSOCIES

**Date à laquelle le lauréat a été choisi :** 23/01/2025

**Date de conclusion du marché :** 10/02/2025

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre :** oui

**Adresse du marché :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Organisation qui signe le marché :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

#### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 1

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD

**Numéro d'enregistrement :** 11000201100044

**Adresse postale :** Ministères Sociaux\_DFAS/SDADD 78/84 rue Olivier de Serre

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75015

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** philippe.chamouton@sg.social.gouv.fr

**Téléphone :** 0000000000

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui signe le marché**

8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : MUTUELLE GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES (MGAS)

**Numéro d'enregistrement** : 78430147500231

**Adresse postale** : 96 Avenue de Suffren

**Ville** : Paris Cedex 15

**Code postal** : 75730

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Chef de groupe**

**Lauréat de ces lots** : LOT-0001, LOT-0002

8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN)

**Numéro d'enregistrement** : 77568539902977

**Adresse postale** : 3, Square Max-Hymans

**Ville** : Paris Cedex 15

**Code postal** : 75748

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Lauréat de ces lots** : LOT-0001, LOT-0002

8.1 ORG-0005

**Nom officiel** : RELYENS MUTUAL INSURANCE

**Numéro d'enregistrement** : 77986088100043

**Adresse postale** : 18, rue Edouard Rochet

**Ville** : LYON CEDEX 08

**Code postal** : 69372

**Subdivision pays (NUTS) :** Bouches-du-Rhône ( FRL04 )

**Pays :** France

**Rôles de cette organisation :**

**Soumissionnaire**

**Lauréat de ces lots :** LOT-0001, LOT-0002

#### 8.1 ORG-0006

**Nom officiel :** MNH - Mutuelle Nationale des Hospitaliers

**Numéro d'enregistrement :** 77560636100019

**Adresse postale :** 331 avenue d'Antibes

**Ville :** AMILLY

**Code postal :** 45200

**Subdivision pays (NUTS) :** Val-de-Marne ( FR107 )

**Pays :** France

**Rôles de cette organisation :**

**Soumissionnaire**

**Lauréat de ces lots :** LOT-0001

#### 8.1 ORG-0007

**Nom officiel :** RELYENS LIFE INSURANCE

**Numéro d'enregistrement :** 48763286100018

**Adresse postale :** 18 Rue Edouard Rochet

**Ville :** Lyon Cedex 08

**Code postal :** 69372

**Subdivision pays (NUTS) :** Bouches-du-Rhône ( FRL04 )

**Pays :** France

**Rôles de cette organisation :**

**Soumissionnaire**

**Lauréat de ces lots :** LOT-0002

#### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement :** 17750005500013

**Adresse postale :** 7 rue de Jouy

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75004

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** Greffe.taparis@juradm.fr

**Téléphone :** 0144594400

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** d26155de-49eb-43a5-af5d-60607c7c57a5 - 01

**Type de formulaire :** Résultats

**Type d'avis :** Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 26/03/2025 à 11:48

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 26/03/2025